

RDCongo/Politique

" L'Etat n'existe pas "

AFP
Kinshasa/RDCongo

C'est à travers ces propos qu'un responsable protestant, le révérend David Ekofo, est entré à son tour dans la crise politique que traverse le pays.

L'OPPOSITION et la majorité commentaient hier les propos jugés critiques envers la gestion de la République démocratique du Congo tenus la veille par un responsable protestant lors d'un culte à la mémoire de l'ex-président Laurent-Désiré Kabila, devant des proches de son fils et actuel chef de l'Etat. "J'ai l'impression que l'Etat n'existe pas vraiment", a déclaré mardi le révérend David Ekofo à l'occasion du 17e anniversaire de l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila, devant la femme de l'actuel président Joseph Kabila et les plus hautes instances de l'Etat. "Nous devons léguer à nos enfants un pays où l'Etat est réel, où tout le monde est



Photo : AFP

La commémoration du 17e anniversaire de la disparition de Laurent-Désiré Kabila a été l'occasion pour le révérend David Ekofo de critiquer vivement la gestion de la RDC.

égal devant la loi, que vous soyez général, ministre, ou qui que ce soit", a poursuivi le responsable de la cathédrale du Centenaire protestant à Kinshasa, devant le Premier ministre et les présidents des deux chambres. Présenté comme le plus grand lieu de culte au Congo, cet édifice appartient à l'Eglise du Christ au Congo, qui regroupe des dizaines d'Eglises protestantes et évangéliques. "Dieu lui-même ne com-

prend pas pourquoi nous les Congolais nous sommes pauvres. D'autres pays ne vivent que d'une seule richesse, tourisme, pétrole, banque. Nous Dieu nous a tout donné (...) C'est un péché pour le Congo d'être encore pauvre", a-t-il continué, dénonçant l'importation de nourriture et l'absence de routes. Ce discours a été écouté en silence dans la cathédrale du Centenaire protestant, avec des applaudissements lors des passages faisant

vibrer la fibre nationaliste : "Le Congo nous appartient, il n'appartient pas aux Américains ni aux Français ni aux Belges". "Surtout ne prenez pas un centimètre de la RDC. Le Congo ne sera pas toujours faible. Il va se réveiller un jour". Ce discours a fait la joie des opposants. "Approbatrice totale de l'exhortation du révérend David Ekofo (...). Les médiocres doivent déguerger pour bâtir un Etat de droit, un pays riche", a

tweeté le député d'opposition Martin Fayulu. Il faisait allusion à la déclaration fracassante d'un autre responsable religieux congolais, le cardinal et évêque catholique de Kinshasa Laurent Monsengwo, qui avait souhaité que "les médiocres dégaient" après la dispersion d'une marche des catholiques pour l'alternance le 31 décembre dernier. "Je crois que l'interpellation du pasteur ne concerne pas que la classe dirigeante. Ça concerne tout le monde, y compris la convoitise extérieure", a pour sa part réagi un cadre du parti présidentiel PPRD, Henri Mova. Le deuxième et dernier mandat du président Kabila a pris fin le 20 décembre 2016. Des élections sont prévues le 23 décembre 2018. Des catholiques veulent organiser de nouveau une marche dimanche pour demander au président Kabila de dire publiquement qu'il ne sera pas candidat à un troisième mandat.

L'Afrique en bref

• **Bénin/Grève.** Le mouvement bien suivi Les fonctionnaires béninois observaient un mouvement de grève bien suivi hier, à l'appel des sept centrales syndicales du pays d'Afrique de l'Ouest pour demander l'abrogation d'une loi supprimant le droit de grève dans plusieurs secteurs, dont la justice et la santé. Cette grève générale doit se poursuivre jusqu'à ce jeudi.

• **Côte d'Ivoire/Procès.** Kouassi, "prisonnier politique" L'ancien ministre de la Défense de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo, Lida Kouassi, a nié mardi les accusations de "complot contre l'autorité de l'Etat" devant la cour d'assises d'Abidjan, se présentant comme un "prisonnier politique".

• **Ethiopie/Politique.** Merera Gudina recouvre la liberté Un des principaux responsables de l'opposition éthiopienne, Merera Gudina, a été libéré de prison hier, dans le cadre d'une amnistie décidée par le gouvernement et qui concerne plus de 500 personnes. M. Merera, président du Congrès fédéraliste oromo (OFC), emprisonné depuis 2016, est le premier opposant de haut rang relâché depuis que le Premier ministre, Hailemariam Desalegn, a promis le 3 janvier de libérer un certain nombre d'hommes politiques.

• **Guinée/Religion.** Un prédicateur saoudien tué dans l'est Un prédicateur saoudien a été tué par balles mardi soir dans l'est de la Guinée. Selon les premiers éléments de l'enquête, il avait organisé un prêche mardi "qui n'a pas été du goût d'une partie de la population locale, notamment des chasseurs traditionnels qui ont monté une embuscade contre lui", a dit un responsable de la sécurité.

• **Guinée Equatoriale.** "Coup d'état déjoué" : le président veut une justice sévère



Photo : AFP

Le président de la Guinée équatoriale, Teodoro Obiang Nguema, a appelé mardi la justice de son pays à être "plus rigide et plus sévère" contre les auteurs du "coup d'Etat" déjoué le mois dernier. Fin décembre, le gouvernement a affirmé avoir déjoué un "coup d'Etat" sur la partie continentale du pays, après qu'une trentaine d'hommes armés avait été interpellés au Cameroun, à la frontière avec la Guinée équatoriale.

Ghana/Au lendemain de la découverte d'explosifs dans la capitale Le président Akufo-Addo promet une vigilance accrue face à la menace terroriste

AFP
Accra/Ghana

LE président du Ghana Nana Akufo-Addo a promis hier une vigilance accrue pour prévenir d'éventuelles menaces terroristes, après l'ouverture d'une enquête concernant la découverte d'explosifs dans la capitale Accra. Trois hommes ont été ar-

rêtés en possession de grenades en début de semaine dans le quartier Odorkor à Accra. Selon le patron de la police nationale, David Asante-Apeatu, les enquêteurs recherchent actuellement les "alliés potentiels" du trio "à l'intérieur et à l'extérieur du pays", même si leurs motivations n'ont pas été établies. La police n'a pas révélé

les nationalités des trois hommes, mais les médias locaux ont évoqué des ressortissants étrangers. Ils ont été placés en détention provisoire par un tribunal d'Accra, où ils doivent comparaître le 30 janvier. M. Akufo-Addo a déclaré que la menace "terroriste" était "une réalité pour nous tous", et que le Ghana était "une cible potentielle". Jusqu'à présent, le Ghana a été épargné par les attentats jihadistes qui ont touché d'autres pays

d'Afrique de l'Ouest. Mais les mesures de sécurité avaient été renforcées en avril 2016 après un avertissement selon lequel le Ghana et le Togo voisin pourraient être la cible d'attentats d'islamistes, qui avaient visé la Côte d'Ivoire le mois précédent (19 morts). "Nous ne devons jamais, jamais baisser la garde", a prévenu le chef de l'Etat ghanéen, estimant que les dernières arrestations avaient démontré "un niveau de vigilance qui va

permettre (à la police) de tuer certaines choses dans l'œuf". Il a également promis que les services de sécurité renforceraient leurs capacités en matière de renseignements, tout en s'attaquant aux causes de la radicalisation. "Mais je pense que le Ghana est stable, le Ghana est en sécurité, le Ghana est sûr et je vais évidemment faire tout mon possible pour m'assurer que cette réalité continue au Ghana", a promis le président.

C'est arrivé...

Un facteur en prison car il ne distribuait pas le courrier

UN facteur argentin de 47 ans a été placé en détention lundi dernier en Patagonie pour purger une peine d'un an de prison pour non distribution du courrier, a-t-on appris lundi de source policière. Le commissaire de la police fédérale de Rawson, Marcelo Velazquez, a précisé que les enquêteurs avaient retrouvé chez Manuel Gutiérrez des sacs contenant 19 000 lettres, timbrées et non remises à leurs destinataires. Les faits remontent à 2009, mais le facteur de Puerto Madryn, port de Patagonie bien connu des touristes qui viennent y observer les baleines australes, n'a été condamné qu'en 2015 à un an de prison avec sursis, pour "appropriation induite de correspondance". Une décision confirmée en appel. S'il avait répondu aux convocations de la justice, il aurait échappé à une incarcération. Mais comme le facteur a fait la sourde oreille aux courriers du tribunal, la justice a transformé sa condamnation en peine de prison ferme et lancé un mandat d'arrêt contre lui. Interpellé vendredi par des policiers sans opposer de résistance, il a été conduit à la prison de Rawson, dans la province de Chubut, dans le sud de l'Argentine.

... à Rawson (Argentine)

Nigeria/Corruption

Deux fonctionnaires accusés de détournement de fonds

AFP
Abuja/Nigeria

DEUX hauts fonctionnaires nigériens sont accusés d'avoir détourné la quasi totalité des fonds destinés à l'organisation de la journée internationale contre la corruption, a affirmé à l'AFP une source judiciaire hier. Un directeur adjoint et un assistant de direction du ministère fédéral de l'Energie, des Travaux et du Logement auraient détourné 4,5 millions de nai-

ras (6,6 millions de francs) sur les 5 millions alloués à la célébration de la journée organisée le 9 décembre 2014. Les accusés ont "fourni de fausses déclarations" leur permettant d'empocher la somme, a indiqué le parquet sur la procédure judiciaire rendue publique mardi. Le directeur adjoint, Mohammed Musa Abimiku, et Micah Paman, qui dirigeait l'unité de lutte contre la corruption et pour la transparence du ministère, ont plaidé non coupable début janvier devant une cour d'Abuja.

Les juges ont fixé leur caution à 10 millions de nairas (14,8 millions de francs) et ajourné l'audience au 26 février. Le président Muhammadu Buhari, élu en 2015, a promis une lutte implacable contre la corruption qui gangrène l'administration nigérienne depuis des décennies. Mais la majorité des affaires de corruption et de détournement de fonds publics, même quand elles sont traduites devant les tribunaux, aboutissent rarement à des condamnations, ce qui déclenche de vives critiques au Nigeria.